

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

22 septembre 2023

POUR LE PLEIN EMPLOI - (N° 1673)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

**AMENDEMENT**

N ° 842

présenté par

M. Acquaviva, M. Saint-Huile, M. Colombani, Mme Bassire, M. Guy Bricout, M. Jean-Louis Bricout, M. Castellani, M. de Courson, Mme Descamps, Mme Froger, M. Lenormand, M. Mathiasin, M. Molac, M. Morel-À-L'Huissier, M. Naegelen, M. Pancher, M. Panifous, M. Serva, M. Taupiac, M. Warsmann et Mme Youssouffa

-----

**ARTICLE 10**

I. – Supprimer les alinéas 31 à 34.

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 44 à 47.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Alors que les Sénateurs étaient revenus sur la définition d'une stratégie nationale, deux amendements ont été ajoutés en commission pour prévoir la définition « d'objectifs de développement quantitatif et qualitatif », dont découleraient les priorités pluriannuelles d'actions en matière de protection et de promotion de la santé maternelle et infantile ; objectifs fixés par le ministre en charge de la famille.

Si l'on en comprend l'utilité, il semble difficile de prévoir des objectifs nationaux – notamment quantitatifs – compte tenu des besoins territoriaux différents ou encore des difficultés de recrutement. Ils risquent de s'apparenter à une injonction permanente envers les collectivités.

Ils vont à l'encontre d'une véritable décentralisation de la politique de petite enfance, car ces directives nationales ne seraient pas établies conjointement avec les collectivités, en particulier avec les Départements qui gèrent les services de protection maternelle et infantile (PMI).

Par conséquent cet amendement, travaillé avec l'ADF, propose de supprimer la fixation d'objectifs nationaux d'accueil du jeune enfant, qui risqueraient d'aller contre l'esprit de la décentralisation.